



## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2011-2012

---

CC/pk

### Commission des Finances et du Budget

#### Procès-verbal de la réunion du 24 novembre 2011

##### ORDRE DU JOUR :

- 6350 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2012  
- Rapporteur: Monsieur Gilles Roth
- Echange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

\*

Présents : M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Fernand Boden, M. Gast Gibéryen, M. Lucien Lux, M. Claude Meisch, M. Roger Negri, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz, M. Michel Wolter

M. Serge Allegrezza, Directeur du STATEC

M. Ferdy Adam, M. Bastien Larue, M. Hans Neumayr, M. Nico Weydert, du STATEC

Mme Carole Closener, de l'administration parlementaire

Excusés : M. Alex Bodry, M. Norbert Hauptert

\*

Présidence : M. Michel Wolter, Président de la Commission

\*

#### **6350 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2012**

Le directeur du STATEC, M. Serge Allegrezza indique que la prévision, effectuée dans le cadre de l'élaboration du budget, tablant alors sur une croissance du PIB de 2,1%, a été prise en compte par l'exposé introductif du projet de budget.

Or, les chiffres du 2<sup>e</sup> trimestre 2011, publiés depuis cette dernière prévision, ont permis de constater un certain ralentissement économique entraînant une révision des chiffres précédents.

Dans sa Note de Conjoncture n°3-2011 (dont une copie papier a été distribuée à tous les membres présents), présentée à la presse le 24 novembre 2011, le STATEC table sur une croissance de 2% (contre 4,0% d'après la NDC n°2-2011) pour l'année 2011 et de 1,4% en 2012 (à comparer aux 3,8% de la prévision de juillet 2011).

La croissance risque ainsi d'être peu dynamique et marquée par une hausse du chômage. Le déficit budgétaire, après une situation de quasi-équilibre en 2011, risque de se creuser. Le coût salarial moyen augmentera fortement selon les prévisions du STATEC, qui sont à politique inchangée, c'est-à-dire sans modulation de l'indexation, ce qui implique le paiement d'une prochaine tranche indiciaire en mars 2012.

A côté du scénario central, le STATEC a étudié un scénario alternatif, basé sur l'hypothèse selon laquelle l'UE rencontrerait de difficultés à résoudre la crise de la dette souveraine. Ce scénario alternatif table sur une récession en 2012, une dégradation des marchés financiers, un taux de chômage et un déficit public en hausse.

La réunion se poursuit par une présentation *powerpoint* intitulée «Exposé sur la situation conjoncturelle» (cf. Annexe 1).

La présentation annexée appelle les commentaires suivants de la part des représentants du STATEC :

#### Diapositive 3

Les niveaux d'avant le krach boursier de l'été 2011 n'ont pas pu être récupérés. Une très forte volatilité des marchés financiers est un indicateur de la dégradation de l'environnement financier.

#### Diapositive 4

Initialement cantonnée aux pays désignés de PIGS (Portugal, Italie, Grèce et Espagne), la problématique de la dette souveraine a un effet de contagion. On peut ainsi observer une hausse récente des taux pour la Belgique et la France.

#### Diapositive 14

La révision à la baisse de la croissance pour 2011 s'explique surtout par un effet mécanique, résultant des révisions des comptes nationaux.

#### Diapositive 18

La différence entre les données du budget 2012 et les prévisions du STATEC se situe au niveau des recettes (inférieures de -1,5% selon le STATEC).

#### Diapositive 19

Le scénario alternatif est basé sur les simulations (publiées en septembre 2011) du FMI et du CPB (le Bureau de la planification centrale, Pays-Bas) qui ont pris en compte les impacts de trois risques :

- Une intensification de la crise financière en Europe et aux Etats-Unis ;
- Un ralentissement de l'activité aux Etats-Unis (par exemple un blocage politique concernant l'assainissement des finances publiques, un marché du logement languissant, une augmentation rapide du taux d'épargne des ménages ou une dégradation de la situation financière). Dans ce contexte il est rappelé que le budget US présente en moyenne un déficit de 10%, à comparer avec le déficit moyen de 4% dans la zone euro.
- L'éclatement d'une bulle immobilière en Chine.

## Diapositive 20

Le tableau établit la comparaison entre le scénario central et le scénario alternatif.

### **Echange de vues**

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- L'impact de la révision à la baisse des prévisions de croissance (2,1% - 1,4% = -0,7%) se traduit par une baisse des recettes de -283 MEUR selon le STATEC (cf. diapositive 24). Par conséquent selon le STATEC, les recettes devraient s'élever en 2012 à 18.341 millions d'euros (18.624 millions d'euros selon le projet de budget 2012). Il est précisé que la diapositive 24 correspond au scénario central.
- Le projet de budget 2011 tablait sur une croissance du PIB de 3,2%. Or, ce taux a été révisé à la baisse, pour s'élever désormais à 2% (soit une différence de -1,2%). En dépit de cette révision à la baisse (due à un effet mécanique), les niveaux de recettes inscrites au budget vont vraisemblablement pouvoir être atteints, ceci en partie grâce aux soldes. Il n'existe pas de relation mécanique entre la révision du PIB et les recettes. De plus, il faut prendre en compte le PIB en valeur (et non en volume) pour étudier la relation entre les recettes et l'activité.
- Le STATEC dispose de son propre concept de l'emploi qui ne prend pas en compte l'emploi virtuel (ou fictif).
- Vu le rôle important des anticipations et leur lien avec les résultats, les modèles utilisés par le STATEC prennent en compte les indicateurs de confiance.

### **Divers**

Les membres de la Commission décident d'avancer la réunion du 30 novembre 2011, initialement prévue à 9 heures, à 8h30.

Luxembourg, le 24 novembre 2011

La secrétaire,  
Carole Closener

Le Président,  
Michel Wolter

### **Annexe :**

Exposé sur la situation conjoncturelle NDC 3-2011 STATEC



# *EXPOSÉ SUR LA SITUATION CONJONCTURELLE*

*NDC 3-2011*

STATEC

24 novembre 2011

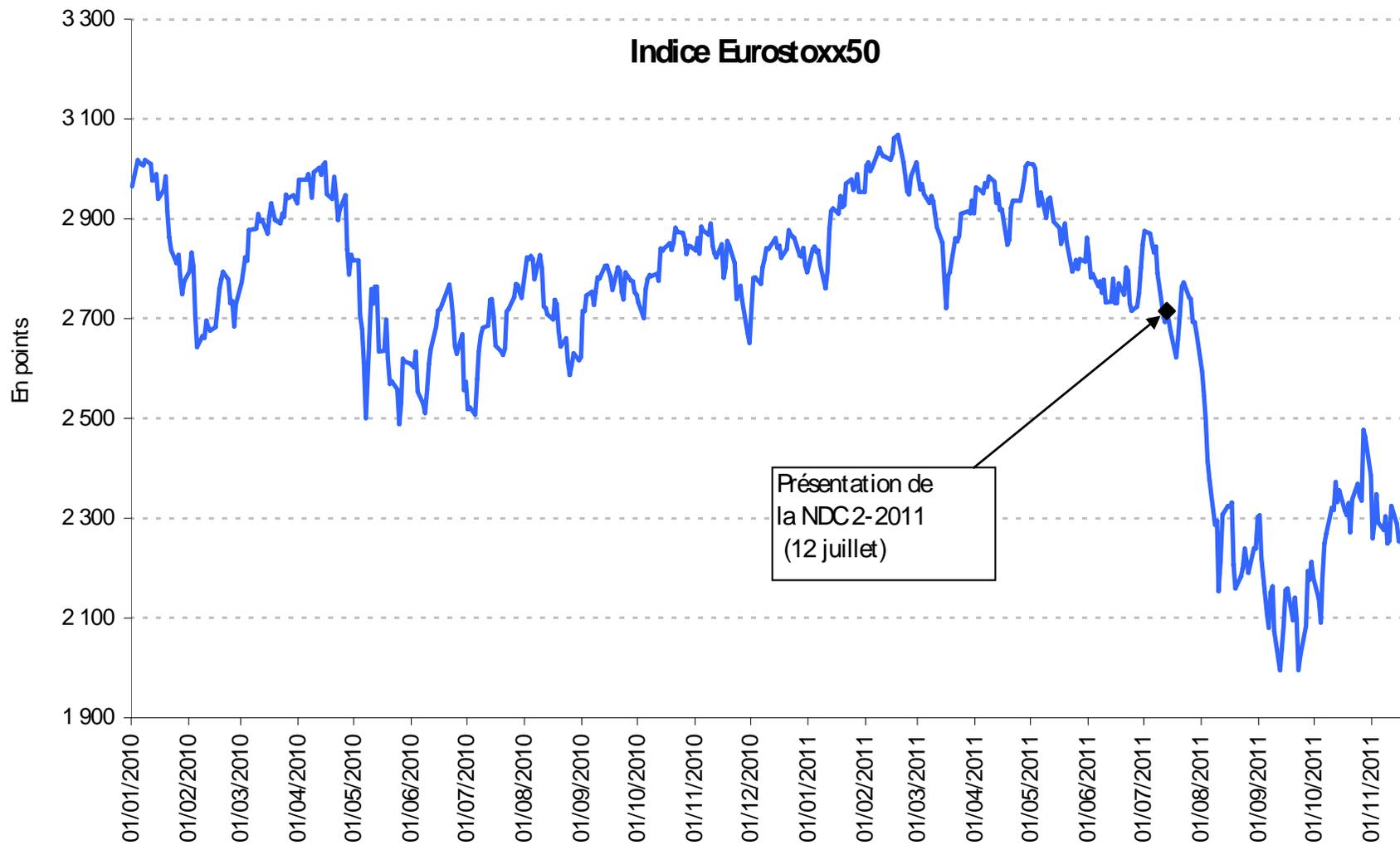


## **Détérioration conjoncturelle depuis l'été:**

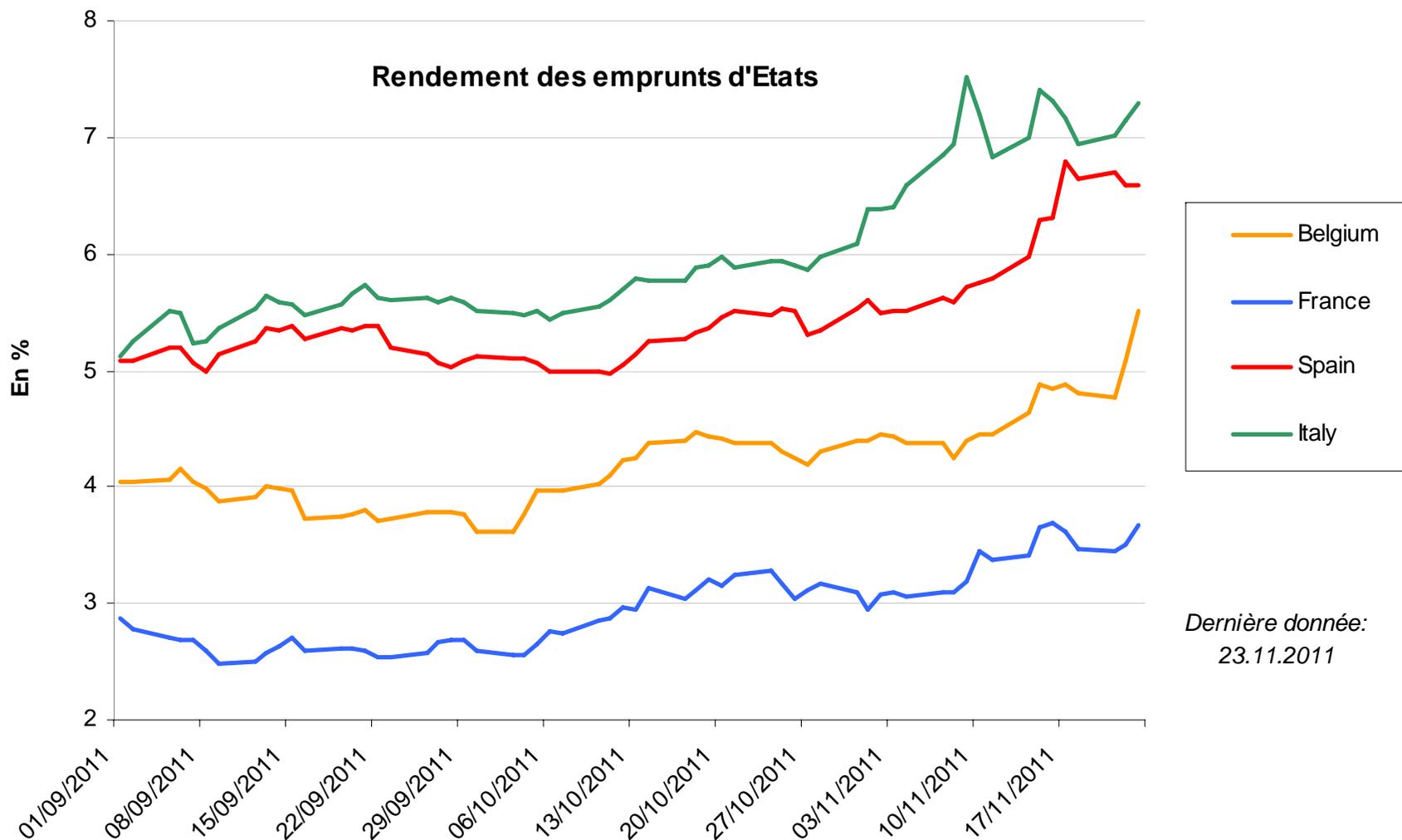
- Forte baisse des marchés boursiers**
- Aggravation de la crise de la dette en Europe**
- Chute de confiance généralisée**



## Repli marqué des marchés boursiers

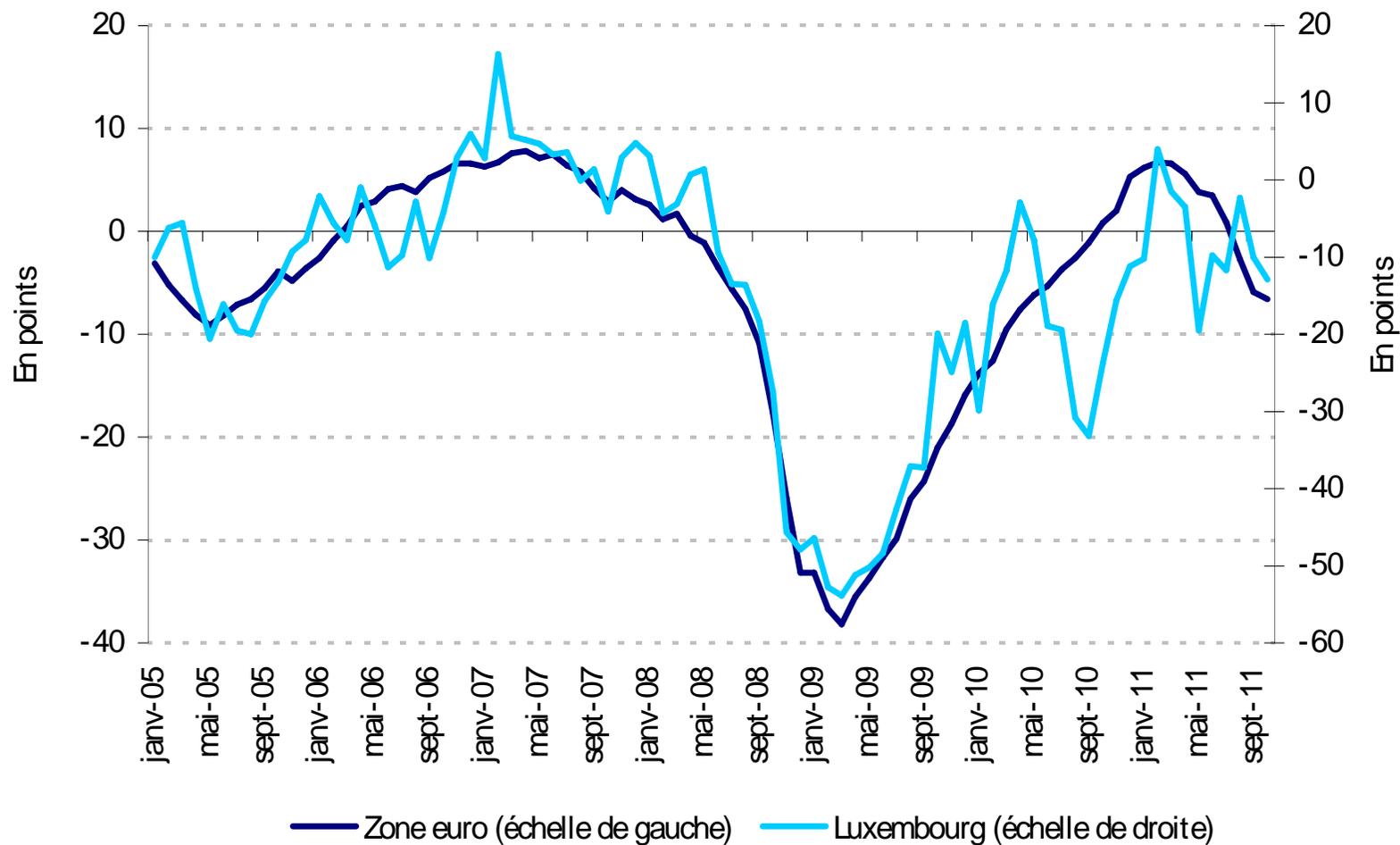


## Aggravation de la crise de la dette souveraine



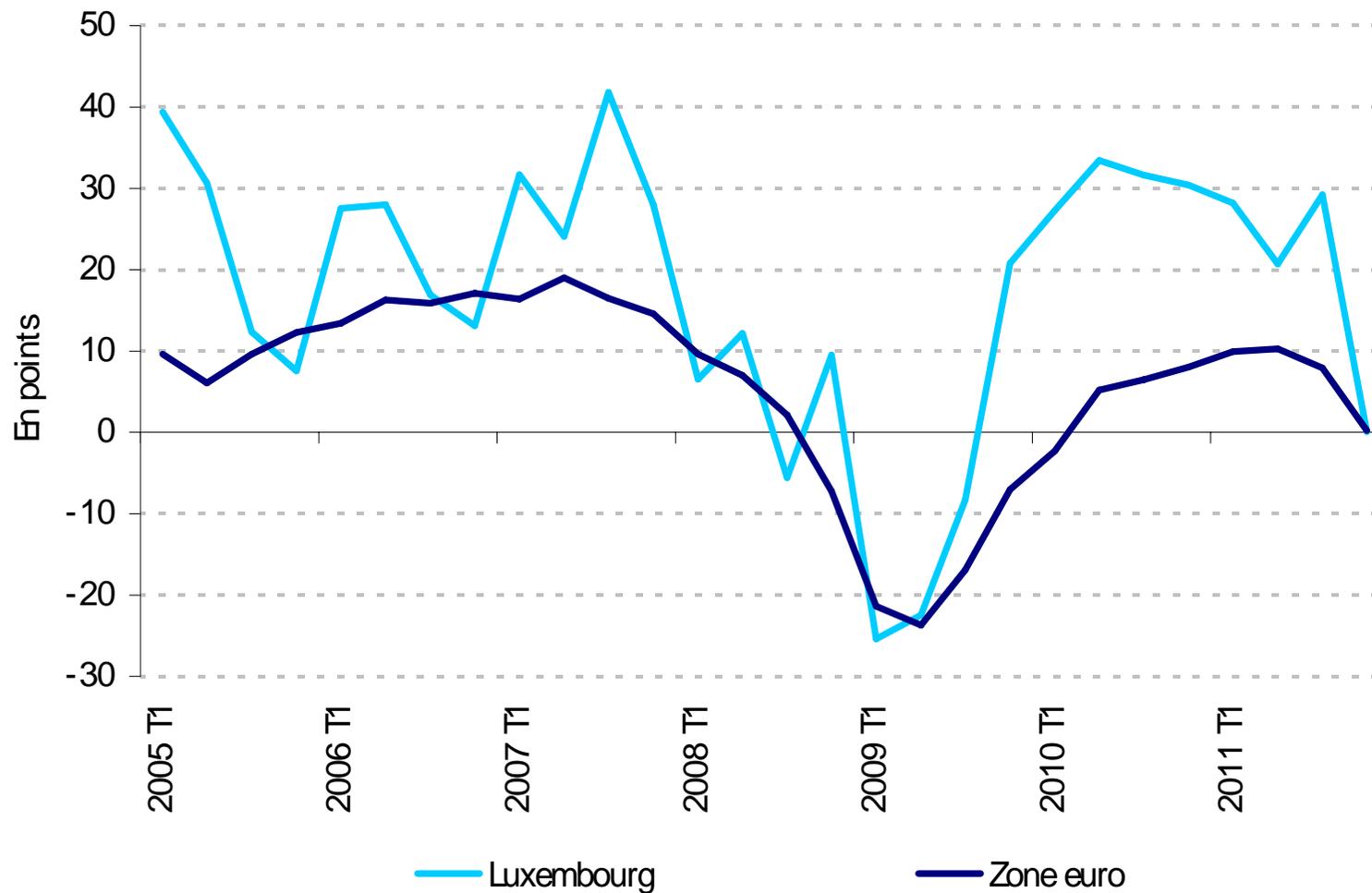


## Chute de la confiance : Industrie



Source: Eurostat

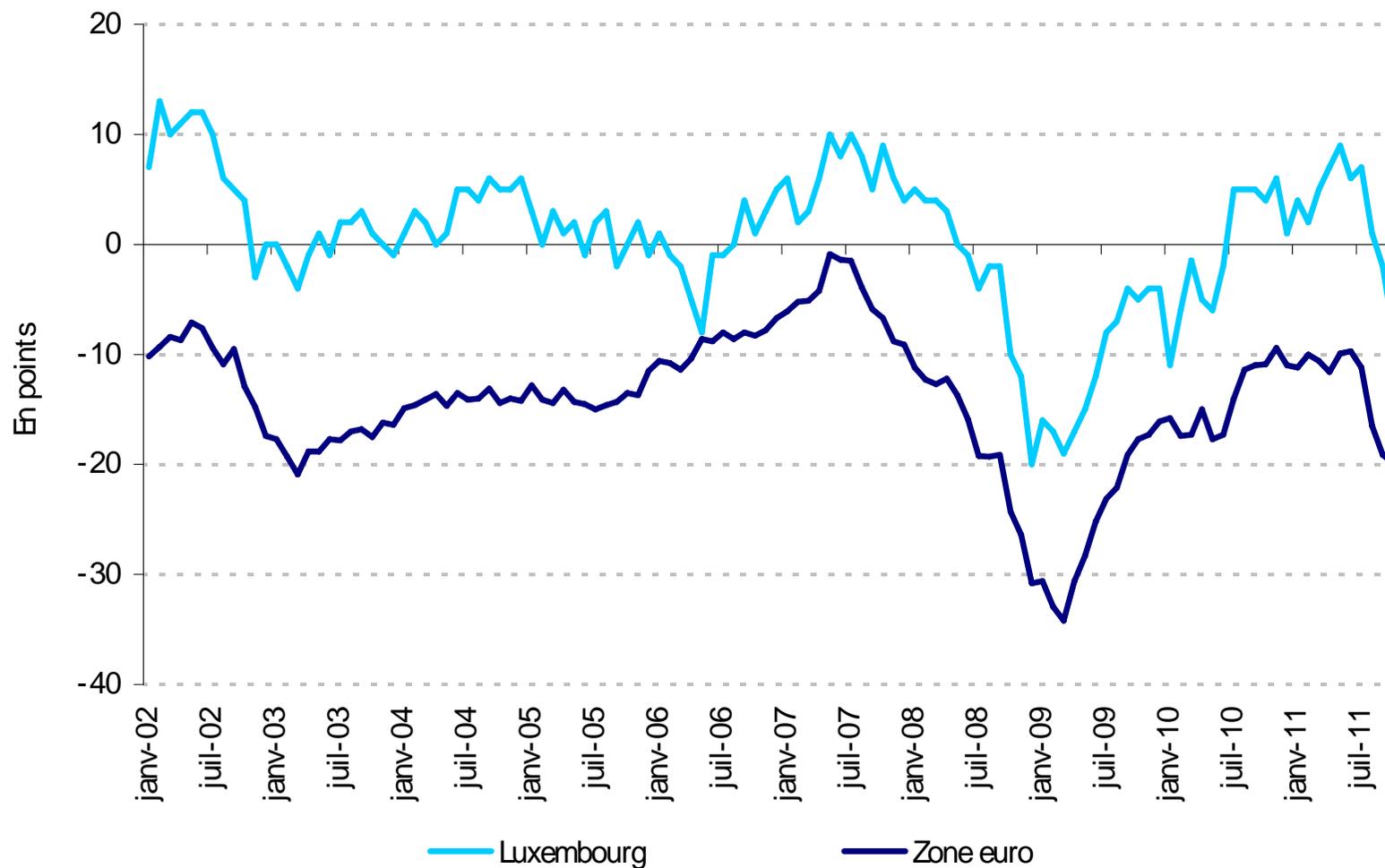
### Chute de la confiance : Services non financiers



Sources: Eurostat, Chambre de Commerce, STATEC



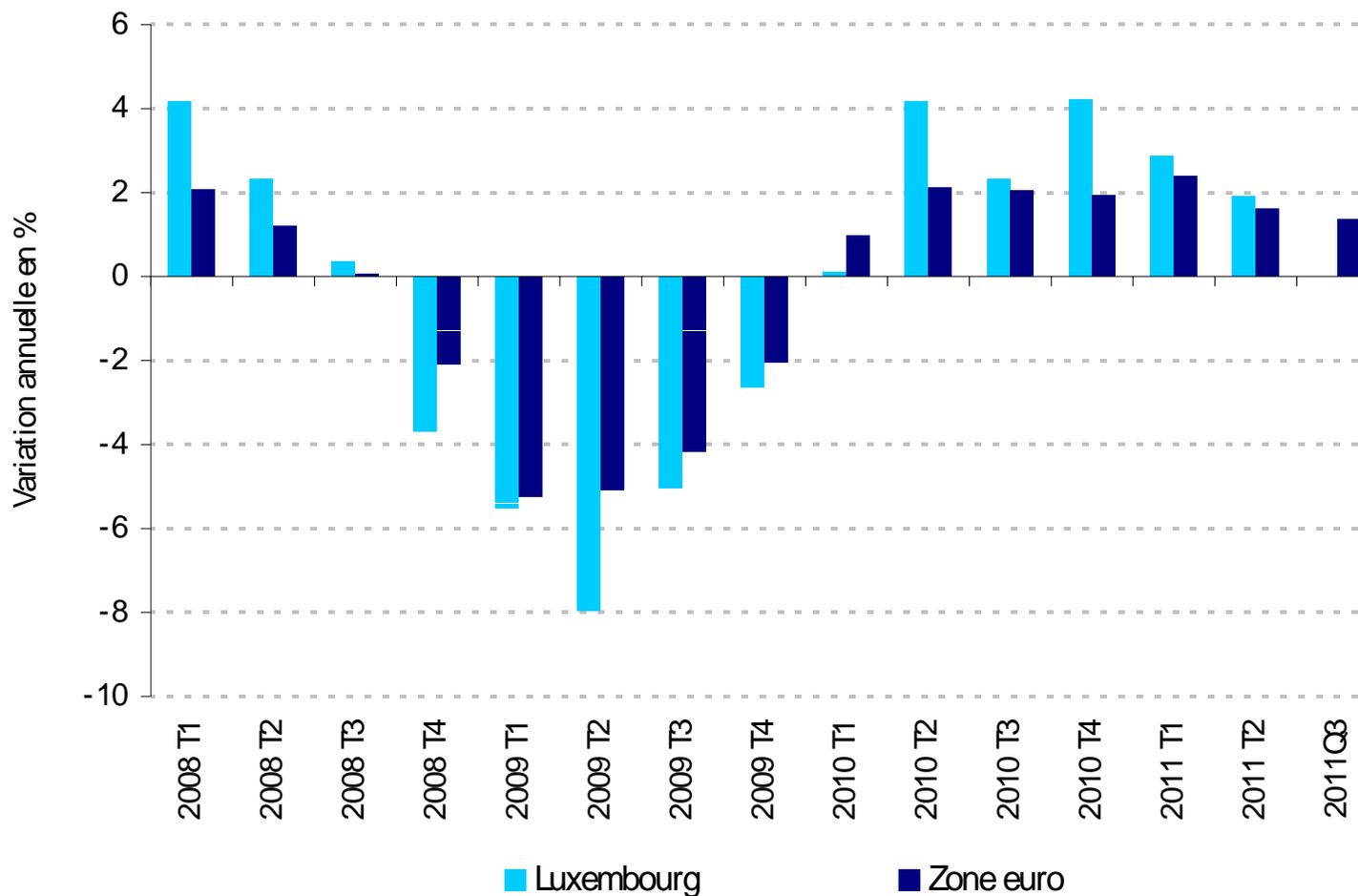
## Chute de la confiance : Consommateurs



Sources: BCL, Eurostat



## PIB: croissance modérée au 3<sup>ème</sup> trimestre dans la zone euro



Source: Eurostat

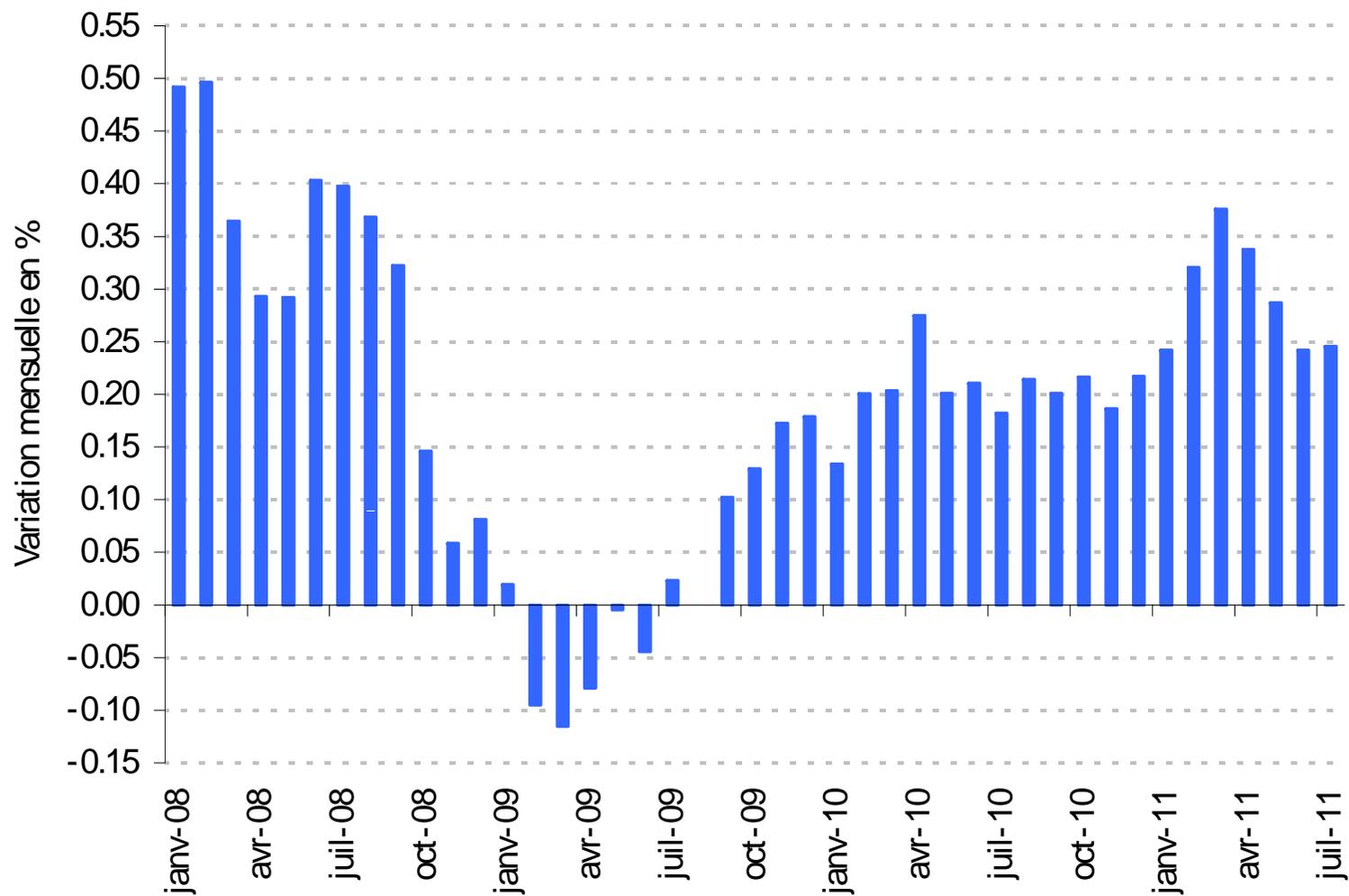


**De mauvais indicateurs en septembre dans la zone euro, constituant un signal très négatif pour l'activité du 4<sup>ème</sup> trimestre:**

- Baisse de 2% de la production industrielle**
- Net repli des commandes industrielles (-6.4%)**
- Construction: -1.3% sur la production**
- Ventes au détail: -0.7%**
- Hausse du chômage à 10.2% (contre 9.9% en avril 2011)**

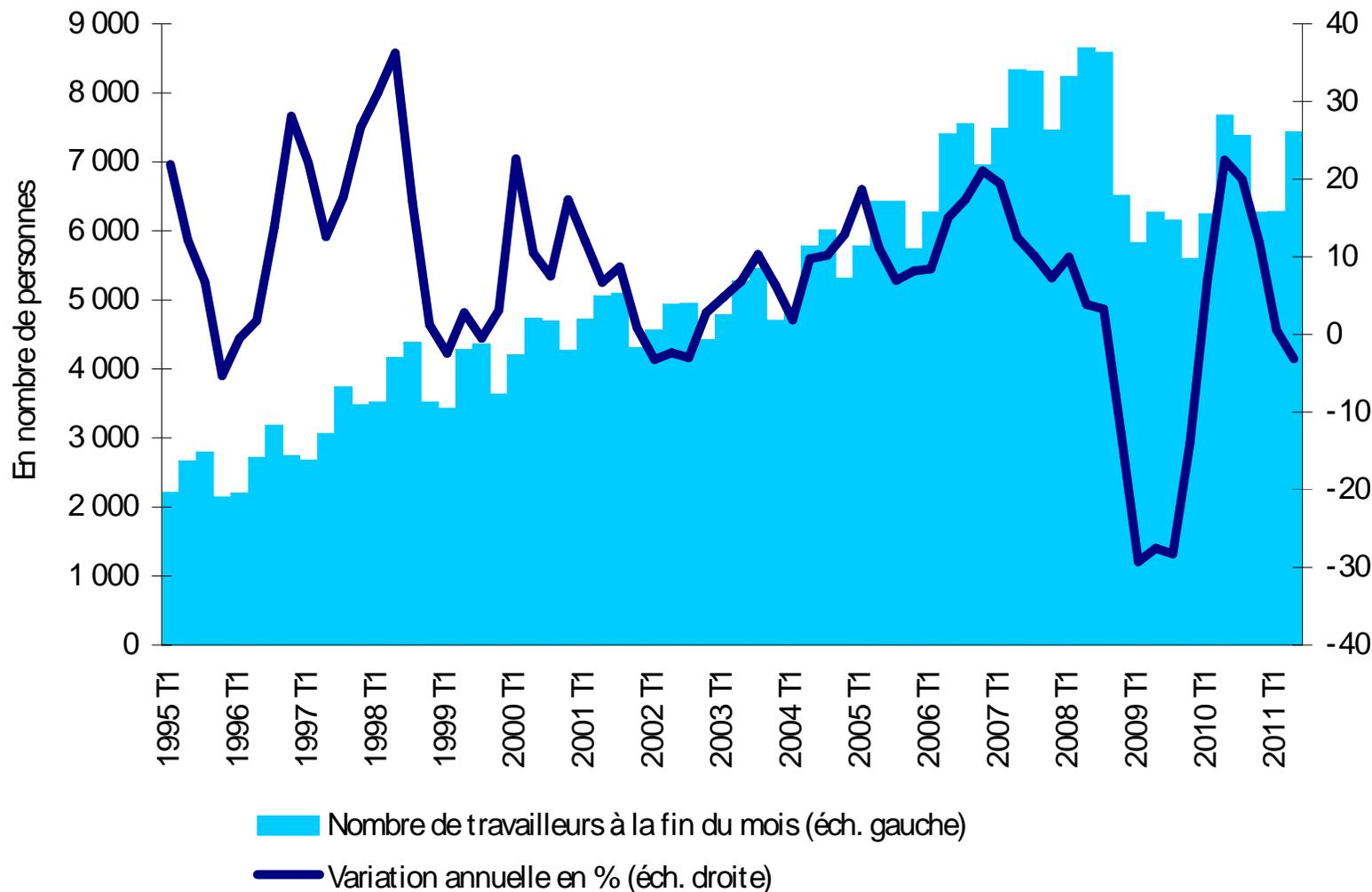


## L'emploi ralentit



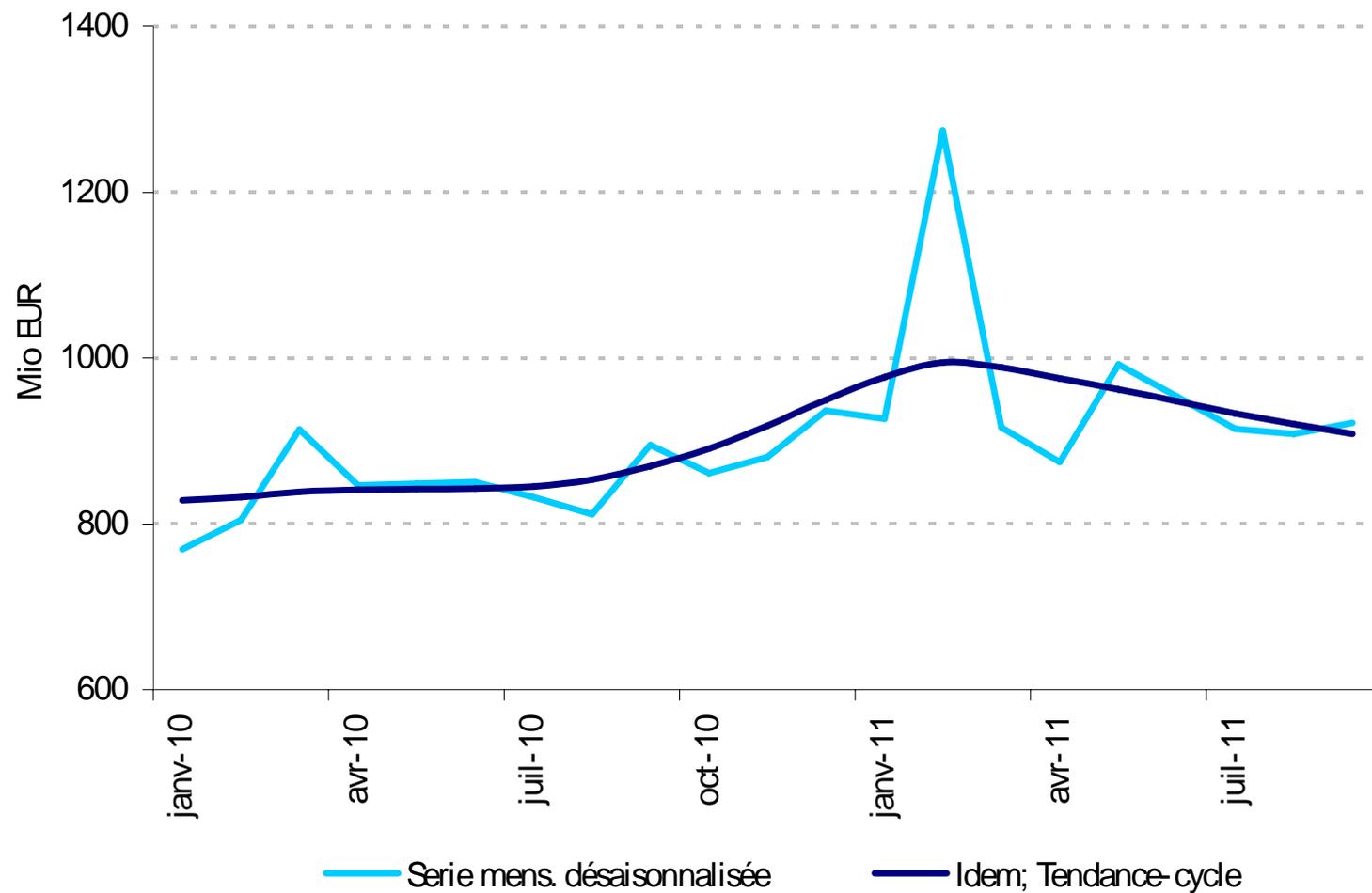
Sources: IGSS, STATEC (données corrigées des variations saisonnières)

## L'emploi intérimaire moins dynamique





## Freinage des recettes publiques\*



Source: STATEC

\*(hors cot. soc.; base caisse)



## Faits-clés en matière de prévisions

- **Impact négatif** sur la prévision en raison des révisions des comptes nationaux
- Forte **révision à la baisse** des perspectives de croissance internationales
- **Incertitudes** extrêmement élevées



## Implications pour les prévisions du Luxbg:

- **2011: croissance plus faible**, proche de 2%
  - PM: pas de dégradation substantielle observée encore jusqu'en T3
- **2012: forte révision** à la baisse des perspectives de croissance
- Incertitude élevée → travailler avec un **scénario alternatif** nettement plus pessimiste



## Autres points importants:

- **Emploi / chômage: 2011 meilleure que prévue, **dégradation inévitable et substantielle** en 2012**
- **Inflation: vers un **ralentissement****
  - NB: hypothèse de travail = tranche indiciaire en mars 2012
- **Finances publiques: **dégradation très probable** en 2012**
  - NB: hypothèse de travail = dépenses exécutées comme prévues

## Hypothèses exogènes

	2011		2012		Révisions	
	NDC 2-11	NDC 3-11	NDC 2-11	NDC 3-11	2011	2012
<b>PIB zone euro</b>	1.9	1.5	1.8	<b>0.5</b>	<b>-0.4</b>	<b>-1.0</b>
<b>Demande mondiale, biens (vol.)</b>	7.9	7.1	7.4	<b>3.9</b>	<b>-0.8</b>	<b>-3.2</b>
<b>Demande mondiale, services (vol.)</b>	4.9	4.3	5.8	<b>3.8</b>	<b>-0.6</b>	<b>-0.5</b>
<b>Indice boursier européen</b>	7.0	-5.5	12.1	<b>-9.6</b>	<b>-12.5</b>	<b>-4.1</b>
<b>Prix pétroliers (USD/baril)</b>	113.8	111.2	116.2	<b>109.4</b>	<b>-2.6</b>	<b>-1.8</b>
<b>Taux de change (USD/EUR)</b>	1.42	1.40	1.42	<b>1.37</b>	<b>-0.02</b>	<b>-0.03</b>
<b>Taux de chômage Grande Région</b>	8.5	8.8	8.0	<b>9.0</b>	<b>0.3</b>	<b>0.2</b>
<b>Taux d'intérêt court terme EUR</b>	1.4	1.3	2.0	<b>0.9</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.4</b>
<b>Taux d'intérêt long terme EUR</b>	4.7	4.1	5.1	<b>4.0</b>	<b>-0.6</b>	<b>-0.1</b>



## Principaux résultats

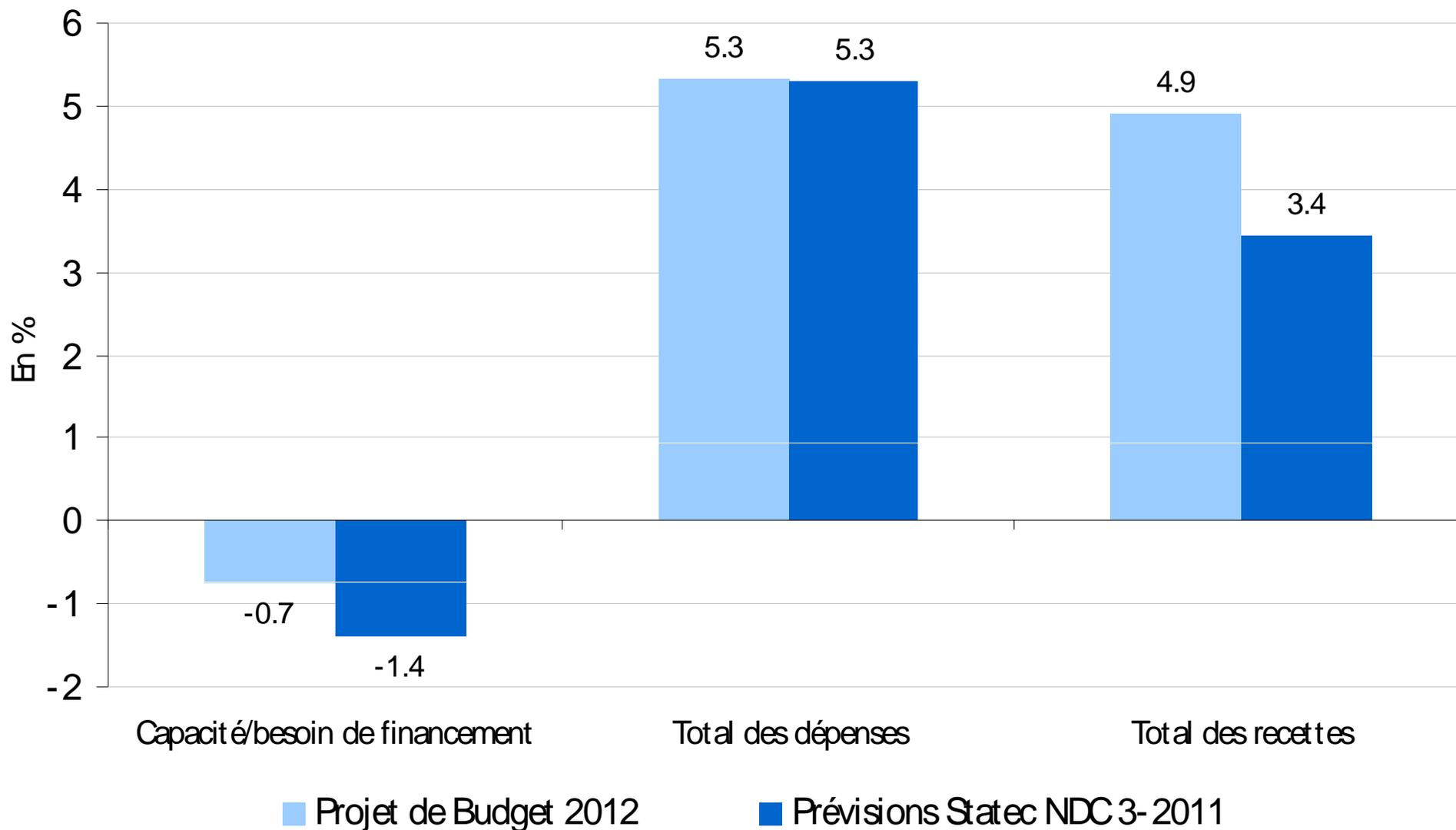
	2011		2012		Révisions	
	NDC 2-11	NDC 3-11	NDC 2-11	NDC 3-11	2011	2012
<b>PIB (en vol.)</b>	4.0	<b>2.0</b>	3.8	<b>1.4</b>	-2.0	-2.4
<b>Consommation privée</b>	2.7	<b>2.0</b>	3.3	<b>1.8</b>	-0.7	-1.5
<b>Consommation publique</b>	0.3	<b>0.0</b>	2.8	<b>2.0</b>	-0.3	-0.8
<b>Formation brute de capital fixe</b>	15.1	<b>9.5</b>	6.4	<b>1.5</b>	-5.6	-4.9
<b>Exportations totales</b>	6.7	<b>5.7</b>	6.4	<b>2.4</b>	-1.0	-4.0
<b>Emploi total intérieur</b>	2.3	<b>3.0</b>	2.2	<b>1.7</b>	0.7	-0.5
<b>Taux de chômage (% pop. act., ADEM)</b>	5.9	<b>6.0</b>	5.7	<b>6.5</b>	0.1	0.8
<b>Inflation (IPCN)</b>	3.3	<b>3.4</b>	2.1	<b>2.3</b>	0.1	0.2
<b>Echelle mobile des salaires</b>	1.9	<b>1.9</b>	3.6	<b>4.0</b>	0.0	0.4
<b>Coût salarial nominal moyen</b>	2.7	<b>2.3</b>	4.3	<b>4.6</b>	-0.4	0.3
<b>Solde budgétaire (% du PIB) *</b>	-0.8	<b>-0.6</b>	-1.1	<b>-1.4</b>	0.2	-0.3

\* Prévision du STATEC

Source: STATEC (données en %, sauf si spécifié autrement)



## Comparaison Budget / STATEC 2012

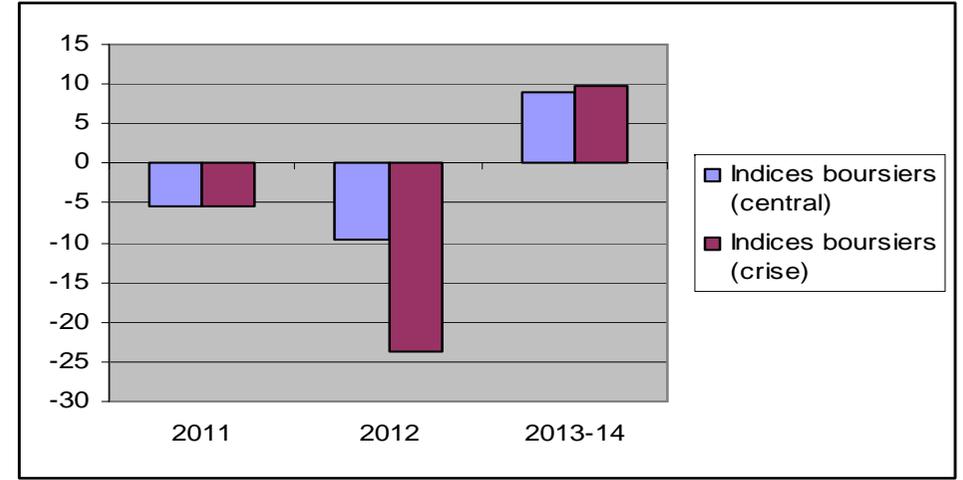
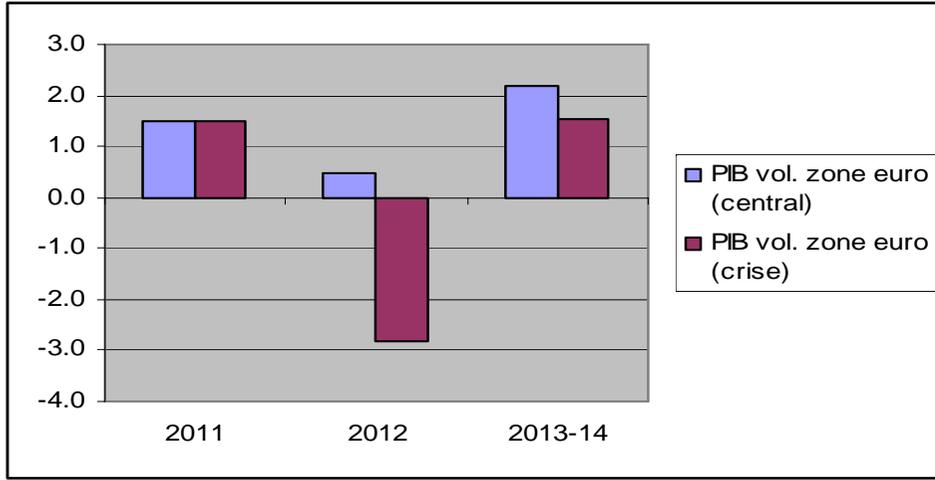


## Scénario alternatif: aggravation de la crise

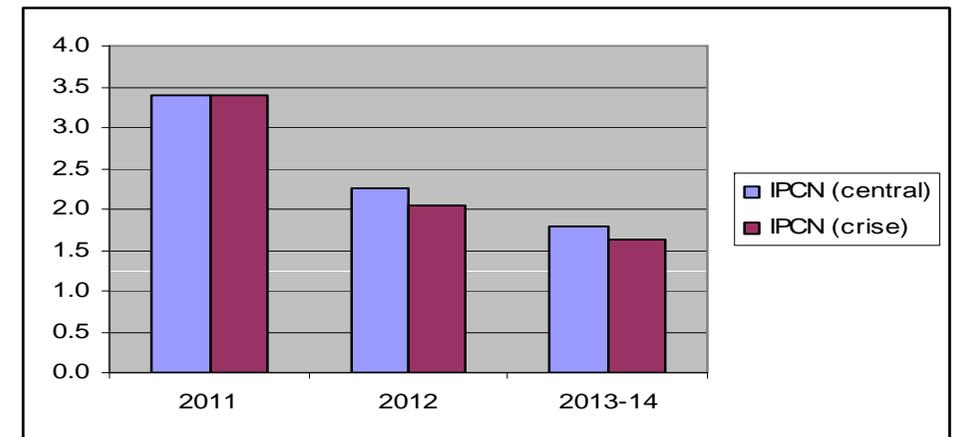
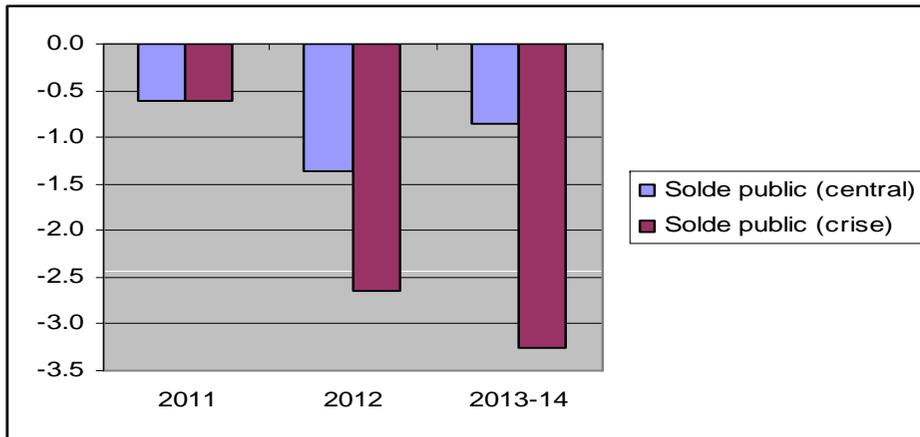
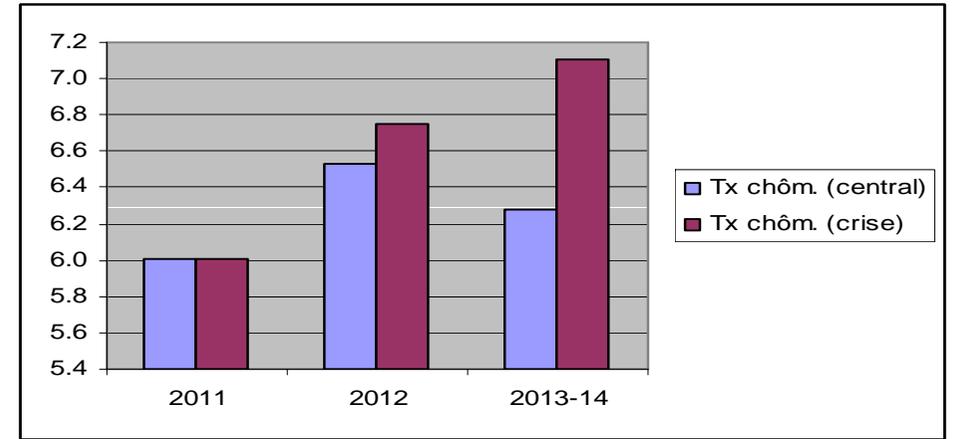
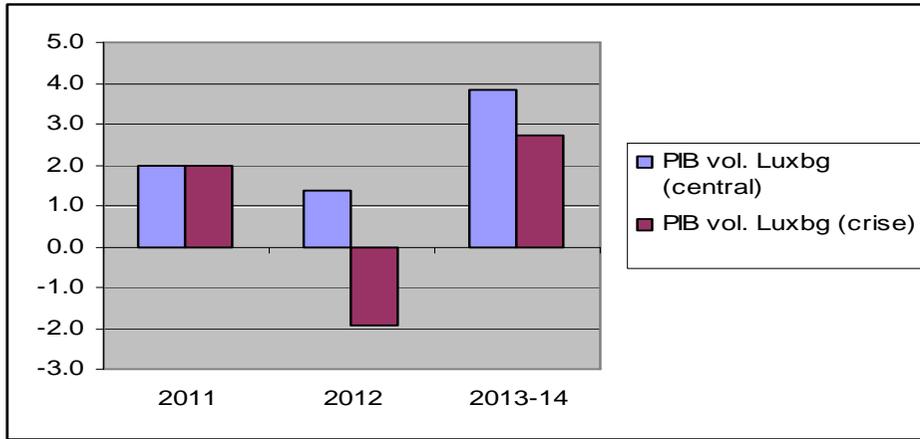
- Basé sur les simulations du **FMI** et du **CPB**
- **Scénario cohérent** avec les vues actuelles de l'OCDE et de la Commission européenne sur la distribution des risques
- Ont été simulées les **baisses\*** suivantes:
  - du PIB zone euro de quelque 4%
  - de l'indice boursier européen de quelque 15%
  - des prix pétroliers de 20-25 USD
  - des taux d'intérêt de quelque 75 points de base

\* par rapport au scénario central, en cumul

# Hypothèses



# Résultats





## Scénario alternatif: aggravation de la crise

- Une **baisse du PIB** vol. de l'ordre de 2% au Luxembourg en 2012 (PM: 2009 = -5.3%)
- Une **lente convergence** ultérieure vers le taux d'expansion de moyen terme de quelque 4% admis précédemment (càd +2.7% en 2013/2014)
- Le **chômage proche de 7%**, le déficit au-dessus de 3%

**Merci de votre attention**

**Place aux questions**



## Résultats détaillés: scénario alternatif

	2012		2013/14*		Différences**	
	Central	Crise	Central	Crise	2012	13/14
PIB zone euro	0.5	-2.8	2.2	1.5	-3.3	-0.7
Indice boursier européen	-9.6	-23.5	9.0	9.7	-13.9	0.7
Prix pétroliers (USD / baril)	109.4	89.4	109.4	84.4	-20.0	-25.0
Taux d'int. court terme	0.9	0.2	2.0	1.4	-0.8	-0.6
PIB vol. Lux.	1.4	-1.9	3.9	2.6	-3.3	-1.3
PIB val. Lux.	3.7	-1.1	6.4	4.5	-4.8	-1.9
Emploi total intérieur	1.7	1.4	2.5	1.2	-0.3	-1.3
Taux de chômage (%pop. act., ADEM)	6.5	6.7	6.3	7.1	0.2	0.8
Inflation (IPCN)	2.3	1.9	1.8	1.6	-0.4	-0.1
Coût salarial nominal moyen	4.6	3.4	2.7	1.7	-1.2	-1.0
Solde budgétaire (% du PIB) *	-1.4	-2.6	-0.9	-3.2	-1.2	-2.3

\* Basé sur les prévisions du STATEC de la NDC 1-11

\*\* Crise - Central

## Compte des recettes et dépenses de l'Etat

	Prévisions Statec NDC 3-2011			Projet de Budget 2012			Différence (NDC-Budget)			Différence décumulée (NDC-Budget)	
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2011	2012
<i>Recettes et dépenses publiques</i>											
	Mio EUR										
<b>Total des dépenses</b>	<b>17 106</b>	<b>17 997</b>	<b>18 952</b>	<b>17 106</b>	<b>17 995</b>	<b>18 954</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>-2</b>	<b>1</b>	<b>-4</b>
Consommation intermédiaire	1 408	1 452	1 520	1 408	1 452	1 521	0	0	-1	0	-1
Formation de capital	1 658	1 775	1 729	1 658	1 775	1 729	0	0	0	0	0
Rémunération des salariés	3 225	3 389	3 621	3 225	3 388	3 621	0	1	0	1	-2
Subventions à payer	677	726	734	677	726	734	0	0	0	0	0
Revenus de la propriété	164	214	238	164	214	238	0	0	0	0	0
Prestations sociales liquide	6 216	6 460	6 710	6 216	6 460	6 710	0	0	0	0	0
Prestations sociales en nature	1 971	2 040	2 276	1 971	2 040	2 276	0	0	1	0	1
Autres transferts courants	1 220	1 344	1 475	1 220	1 344	1 475	0	0	0	0	0
Transferts en capital à payer	542	571	638	542	571	638	0	0	0	0	0
<b>Total des recettes</b>	<b>16 679</b>	<b>17 733</b>	<b>18 341</b>	<b>16 679</b>	<b>17 750</b>	<b>18 624</b>	<b>0</b>	<b>-17</b>	<b>-283</b>	<b>-17</b>	<b>-266</b>
Production marchande	467	457	461	467	457	350	0	0	110	0	110
Paiements au titre de l'autre production non marchande	298	319	405	298	316	405	0	2	0	2	-2
Impôts sur la production et les importations	4 721	5 022	5 089	4 721	5 068	5 522	0	-45	-433	-45	-387
Revenus de la propriété	561	595	571	561	594	572	0	0	-1	0	-1
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	5 744	6 198	6 382	5 744	6 149	6 325	0	49	57	49	8
Cotisations sociales	4 745	5 015	5 302	4 745	5 038	5 311	0	-23	-9	-23	14
Autres	143	127	131	143	127	139	0	0	-8	0	-8
<b>Capacité/besoin de financement</b>	<b>-427</b>	<b>-264</b>	<b>-611</b>	<b>-427</b>	<b>-245</b>	<b>-330</b>	<b>0</b>	<b>-19</b>	<b>-281</b>	<b>-19</b>	<b>-262</b>
<b>Idem, en % du PIB</b>	<b>-1.1</b>	<b>-0.6</b>	<b>-1.4</b>	<b>-1.1</b>	<b>-0.6</b>	<b>-0.7</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>-0.6</b>	<b>0.0</b>	<b>-0.6</b>
					Évolution en %			En points de %			
<b>Total des dépenses</b>	<b>6.3</b>	<b>5.2</b>	<b>5.3</b>	<b>6.3</b>	<b>5.2</b>	<b>5.3</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>		
Consommation intermédiaire	2.3	3.1	4.7	2.3	3.1	4.8	0.0	0.0	-0.1		
Formation de capital	18.6	7.0	-2.6	18.6	7.0	-2.6	0.0	0.0	0.0		
Rémunération des salariés	6.8	5.1	6.8	6.8	5.1	6.9	0.0	0.0	-0.1		
Subventions à payer	6.7	7.2	1.1	6.7	7.2	1.2	0.0	0.0	-0.1		
Revenus de la propriété	17.3	30.6	11.3	17.3	30.6	11.1	0.0	0.0	0.1		
Prestations sociales liquide	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	0.0	0.0	0.0		
Prestations sociales en nature	5.0	3.5	11.6	5.0	3.5	11.6	0.0	0.0	0.0		
Autres transferts courants	8.4	10.2	9.7	8.4	10.2	9.8	0.0	0.0	0.0		
Transferts en capital à payer	1.2	5.3	11.8	1.2	5.3	11.8	0.0	0.0	-0.1		
<b>Total des recettes</b>	<b>5.8</b>	<b>6.3</b>	<b>3.4</b>	<b>5.8</b>	<b>6.4</b>	<b>4.9</b>	<b>0.0</b>	<b>-0.1</b>	<b>-1.5</b>		
Production marchande	2.3	-2.2	0.8	2.3	-2.1	-23.4	0.0	0.0	24.1		
Paiements au titre de l'autre production non marchande	-3.4	7.0	27.2	-3.4	6.2	28.2	0.0	0.8	-1.0		
Impôts sur la production et les importations	5.5	6.4	1.3	5.5	7.3	9.0	0.0	-1.0	-7.6		
Revenus de la propriété	12.4	6.0	-4.0	12.4	6.0	-3.8	0.0	0.0	-0.1		
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	9.0	7.9	3.0	9.0	7.1	2.9	0.0	0.8	0.1		
Cotisations sociales	3.4	5.7	5.7	3.4	6.2	5.4	0.0	-0.5	0.3		
Autres	-12.3	-11.2	3.1	-12.3	-11.2	9.4	0.0	0.0	-6.3		

Source: STATEC (1990-2010: données observées (Notification); 2011-2012: prévisions STATEC, novembre 2012)